

Données chiffrées sur l'activité des juridictions financières

A - L'activité des juridictions financières

1 - La Cour des comptes

Rapports déposés devant les chambres de la Cour

	Nombre de rapports déposés		
	2007	2008	2009
Contrôle juridictionnel (toutes phases)	358	315	289
Contrôle de gestion, audit et évaluation (toutes phases)	670	704	850
Certification des comptes de l'État	87	166	98
Certification des comptes du régime général de la Sécurité sociale	30	16	16
TOTAL GENERAL	1 145	1 201	1253

Les publications et communications au Parlement (*)

	2007	2008	2009
Rapport public annuel (nombre d'insertions classiques + de suivi)	1 (26+38)	1 (27+38)	1 (28+32)
Rapports publics thématiques	7	5	7
Rapports sur les organismes faisant appel à la générosité publique	4	1	6
Rapports sur la loi de finances, la loi de financement de la sécurité sociale, les perspectives des finances publiques et les comptes	5	5	5
Communications au Parlement (art. 58-2 et 58-6 de la LOLF et L.132-3-1 du CJF)	15	16	11

* La liste exhaustive des publications et communications figure page 671 et sqq.

Les communications administratives de la Cour des comptes

	Nature de la communication	Nombre de communications adressées				
		2005	2006	2007	2008	2009
Cour	Référés	31	31	38	42	44
	Communications du Procureur Général (CPG)	45	51	52	38	27
	Lettres du président	261	266	220	246	278
	Rapports particuliers	31	34	17	27	25
	SOUS-TOTAL	368	382	327	353	374
CRTC	CPG demandées par les CRTC	30	21	22	21	12
Affaires pénales	Transmises par la Cour	2	7	3	2	4
	Transmises par les CRTC	29	21	28	21	21
	TOTAL GENERAL	429	431	380	397	411

Les différents types de communication :

Référés : Communication adressée par le Premier président de la Cour des comptes à un ministre pour attirer son attention sur des erreurs, des irrégularités, des dysfonctionnements constatés lors de l'examen des comptes et de la gestion et lui suggérer les moyens d'y remédier et d'améliorer la gestion.

Communications du Procureur général (CPG) : Communications adressées par le Procureur général, à la demande des présidents de chambre, aux directeurs et chefs de service des organismes contrôlés, leur signalant des irrégularités dans la gestion financière

Lettres du président : Document contenant les observations arrêtées par une formation délibérante et transmise à une autorité sous la signature d'un président de chambre de la Cour des comptes

Rapports particuliers : Rapport dans lequel la Cour expose ses observations sur les comptes, l'activité, la gestion et les résultats d'une entreprise publique

Jugement des comptes : les arrêts de la Cour des comptes

	2005	2006	2007	2008	2009
Ordonnances*	-	-	-	-	97
Arrêts	321	280	347	390	147
Dont :					
Arrêts d'appel	33	31	56	42	31
Amendes	3	1	0	1	0
Gestion de fait	10	14	14	16	9
Arrêts de débet	38	33	45	39	20

* L'ordonnance, acte juridictionnel pris par le président d'une formation de jugement, a été introduit par la loi n°2008-1091 du 28 octobre 2008. Elle décharge le comptable de sa gestion après que le ministère public n'a relevé aucune charge contre lui (article L.142-1 du CJF) et lui donne, le cas échéant, quitus de sa gestion si celle-ci est terminée.

2 - Les activités internationales de la Cour et des CRC

	Nombre de rapports produits			
	2006	2007	2008	2009
Commissariat aux comptes d'organisations internationales*	34	28	38	50

* En 2009, les mandats de commissariat aux comptes concernaient : l'ONU, l'UNESCO, l'OACI, Interpol, l'Organisation internationale de la Francophonie, l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation mondiale du tourisme, l'organisation européenne pour l'exploitation des satellites météorologiques (EUMESAT) et l'OCDE.

Les chambres régionales et territoriales des comptes

Contrôle des actes budgétaires

Type de procédure (selon articles du Code général des collectivités territoriales- CGCT)	2005	2006	2007	2008	2009
Budget non voté dans le délai légal (art. L.1612-2 du CGCT) - Saisines	159	129	114	49	108
Budget voté en déséquilibre (art. L. 1612-5 du CGCT) -Saisines	142	115	112	146	116
Compte administratif (Rejet : art. L. 1612-12 du CGCT et Non-transmission : art. L.1612-13 du CGCT) - Saisines	103 *	84	70	33	43
Déficit important du compte administratif (art. L. 1612-14 du CGCT) - Saisines	143	119	101	148	112
Insuffisance des crédits pour dépenses obligatoires (art. L. 1612-15 du CGCT) - Saisines	326	283	225	175	180
Contrôle des délégations de service public (art. L 1411 du CGCT) -Saisines		10	17	6	7
Autres saisines			4	12	11
Total des saisines	873	740	643	569	577
Total des avis (1 ^{er} et 2 ^{ème} stade)	986	825	648	660	640

** Dont 21 à la chambre régionale des comptes des Pays de la Loire au titre de l'article L.1612.13 du CGCT, qui prévoit qu'en cas d'absence de transmission du compte administratif au représentant de l'Etat dans le département, celui-ci saisit la CRC du plus proche budget voté par la collectivité territoriale concernée.*

Jugement des comptes

La loi du 28 octobre 2008 relative à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes a modifié la procédure de jugement des comptes qu'ils soient patents ou de fait. En l'absence de charge retenue par le ministère public, le comptable est déchargé par ordonnance. En revanche, si le ministère public prend un réquisitoire s'ouvre une phase contentieuse qui donne lieu à un jugement, qui peut être à charge ou non. Du fait de ce changement de procédure, le tableau ci-après rend compte des seules données 2009 en distinguant les cas d'application de l'ancienne procédure présentés entre parenthèses.

Données provisoires au 08/01/2010

	Nombre de jugements délibérés	Nombre de débits	Nombre d'ordonnances signées ²⁹⁵	Nombre de réquisitoires
ALSACE	27 (20)	36(21)	86	13
AQUITAINE	5 (3)	6 (3)	309	10
AUVERGNE	32 (28)	34 (33)	110	23
BOURGOGNE	14(14)	2 (2)	56	6
BRETAGNE	46 (39)	51 (42)	404	30
CENTRE	19 (16)	6 (2)	279	14
CHAMPAGNE ARDENNE	16 (16)	16 (16)	305	9
CORSE	19 (19)	22 (22)	4	10
FRANCHE COMTE	8 (7)	5 (4)	168	4
ILE-DE-FRANCE	119(107)	75(64)	435	69
LANGUEDOC-ROUSSILLON	11 (9)	9 (6)	141	15
LIMOUSIN	4 (1)	6 (5)	10	7
LORRAINE	15 (10)	18 (9)	67	11
MIDI-PYRENEES	23 (23)	25 (25)	434	10
NORD-PAS-DE-CALAIS	18 (11)	21 (15)	259	18
BASSE-NORMANDIE	23(21)	8(1)	141	5
HAUTE-NORMANDIE	38(38)	11 (11)	251	12
PAYS - DE - L A - LOIRE	14 (11)	14 (10)	188	12
PICARDIE	23 (17)	7 (3)	335	17
POITOU CHARENTES	7 (6)	4 (3)	303	6
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	83(67)	89(61)	179	30
RHONE-ALPES	19 (18)	4 (2)	137	11
GUADELOUPE, GUYANE, MARTINIQUE	11(10)	9(8)	11	7
LA REUNION	1 (0)	0	46	6
NOUVELLE CALEDONIE	1(0)	1(1)	13	0
POLYNESIE FRANCAISE	0	0	0	0
TOTAL	596 (512)	479 (369)	4 666	353

295) Il est à noter que 18 ordonnances ont été signées avant la mise en œuvre de la nouvelle procédure, en application de l'article 34 de la loi du 28 octobre 2008.

Examens de la gestion et interventions administratives des CRTC
Répartition par catégorie de destinataires

	2005	2006	2007	2008	2009
Organismes soumis aux règles de la comptabilité publique					
♦ Collectivités territoriales					
- Rapports d'observations définitives	303	291	298	274	278
- Autres interventions administratives	125	124	124	89	127
♦ Établissements publics locaux					
- Rapports d'observations définitives	217	214	189	175	205
- Autres interventions administratives	90	113	113	74	76
♦ Établissements publics spécialisés					
- Rapports d'observations définitives	111	109	129	143	101
- Autres interventions administratives	58	68	49	65	61
Organismes non soumis aux règles de la comptabilité publique					
♦ Sociétés d'économie mixte					
- Rapports d'observations définitives	41	34	43	34	28
- Autres interventions administratives	8	6	6	5	10
♦ Associations subventionnées et autres organismes recevant un concours financier					
- Rapports d'observations définitives	45	65	38	57	43
- Autres interventions administratives	11	26	9	21	22
Total rapports d'observations définitives	717	713	706	683	655
Total autres interventions administratives	292	337	301	254	296

Activité de chacune des CRTC en 2008 et 2009

	Avis émis en contrôle des actes budgétaires		Rapports d'observations définitives	
	2008	2009	2008	2009
ALSACE	0	2	15	21
AQUITAINE	33	35	58	48
AUVERGNE	32	12	14	4
BOURGOGNE	23	24	23	6
BRETAGNE	16	20	25	39
CENTRE	17	20	41	25
CHAMPAGNE ARDENNE	22	10	18	16
CORSE	19	25	8	9
FRANCHE COMTE	38	12	12	15
ILE-DE-FRANCE	31	41	64	71
LANGUEDOC-ROUSSILLON	44	36	14	22
LIMOUSIN	11	7	15	15
LORRAINE	19	19	50	44
MIDI-PYRENEES	39	46	21	26
NORD-PAS-DE-CALAIS	37	25	22	27
BASSE-NORMANDIE	6	8	22	12
HAUTE-NORMANDIE	16	23	16	28
PAYS - DE - L A - LOIRE	18	7	51	43
PICARDIE	9	10	25	17
POITOU CHARENTES	19	27	30	18
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	38	33	36	39
RHONE-ALPES	41	36	51	73
GADELOUPE, GUYANE, MARTINIQUE	106	117	11	7
LA REUNION	25	37	12	16
NOUVELLE CALEDONIE	1	5	18	9
POLYNESIE FRANCAISE	0	3	11	5
TOTAL	660	640	683	655

B - Le personnel des juridictions financières

1 – La Cour des comptes

Évolution des effectifs en activité à la Cour des comptes

	2005	2006	2007	2008	2009
Premier président	1	1	1	1	1
Procureur général	1	1	1	1	1
Présidents de chambre	7	8	8	8	8
Secrétaire général et secrétaires généraux adjoints	3	4	3	4	4
Avocats généraux	3	4	4	4	5
Personnels de contrôle					
Conseillers maîtres (1)	116	118	123	127	145
Conseillers référendaires	76	75	76	73	62
Auditeurs	20	18	15	16	16
Rapporteurs à temps plein	60	65	65	65	66
Assistants	70	75	66	64	66
Experts et inspecteurs de certification (2)		24	37	40	43
Total agents	342	375	382	385	398
Rapporteurs à temps partiel	33	25	23	18	19
Total personnels de contrôle	375	400	405	403	417
Personnels administratifs					
Personnels administratifs	259	257	266	262	273
Total Cour des comptes	634	657	671	665	690

(1) Y compris les présidents de chambre maintenus en activité et les conseillers maîtres en service extraordinaire

(2) Contractuels recrutés en 2006 pour la certification

Position administrative des magistrats de la Cour des comptes

Position	Effectif
En service à la Cour des comptes (*)	232
Détaché dans les fonctions de Président et de vice-président de chambre régionale ou territoriale des comptes	27
Mis à disposition auprès d'une administration	2
Détachés dans une administration ou un organisme public	105
En disponibilité	36
Hors cadre	4
Total	406

(*) Y compris le Premier président, le Procureur général et les présidents de chambre

2 – Les chambres régionales et territoriales des comptes

Évolution des effectifs en activité dans les chambres régionales et territoriales des comptes

	2005	2006	2007	2008	2009
Présidents et vice-président	27	27	27	27	27
Personnels de contrôle					
Magistrats	340	331	324	331	320*
Rapporteurs	4	3	4	4	2
Assistants	338	334	345	332	326
Total personnels de contrôle	682	668	673	667	648
Personnels administratifs	472	463	439	455	459
TOTAL CRTC	1154	1131	1112	1122	1107

* dont 255 magistrats de CRTC, 1 magistrat non affecté et 64 fonctionnaires détachés dans ce corps

**Répartition des magistrats des
chambres régionales et territoriales des comptes**

Présidents de section	54
Premiers conseillers	329 (1)
Conseillers	26

(1) dont 2 fonctionnaires mis à disposition auprès des CRC et 1 magistrat non affecté.

**Position administrative des magistrats des
chambres régionales et territoriales des comptes**

	Effectif au 31 décembre 2009
En service dans les chambres régionales et territoriales des comptes	258 (1)
Détachés dans le corps des magistrats de CRC (Art 212-5 du CJF)	64
Mis à disposition de la Cour des comptes	4
Mis à disposition auprès d'une administration	0
Détachés dans une administration ou un organisme public (2)	72
En disponibilité	8
Hors cadre	3
Total	409

(1) dont 2 fonctionnaires mis à disposition auprès des CRC et 1 magistrat non affecté.

(2) dont 9 détachés dans le statut d'emploi de rapporteurs à la Cour des comptes.

**Répartition des effectifs par chambre au 31 décembre 2009
(Hors président de CRTC)**

Chambres	1 Effectif réel de magistrats et rapporteurs non magistrats	2 Assistants de vérification	3 Agents adminis- tratifs	4 Total de 1-2-3
ALSACE	10	10	14	34
AQUITAINE	19	17	21	57
AUVERGNE	8	9	16	33
BOURGOGNE	10	10	18	38
BRETAGNE	16	17	20	53
CENTRE	12	13	19	44
CHAMPAGNE ARDENNE	8	7	14	29
CORSE	4	6	12	22
FRANCHE COMTE	4	7	13	24
ILE-DE-FRANCE	47	46	40	133
LANGUEDOC-ROUSSILLON	13	13	18	44
LIMOUSIN	5	4	13	22
LORRAINE	15	14	18	47
MIDI-PYRENEES	14	14	22	60
NORD-PAS-DE-CALAIS	22	18	24	64
BASSE-NORMANDIE	6	9	13	28
HAUTE-NORMANDIE	8	9	15	32
PAYS-de-la-LOIRE	18	17	21	56
PICARDIE	9	8	14	31
POITOU CHARENTES	7	9	13	29
PROVENCE-ALPES- COTE D'AZUR	21	22	27	70
RHONE-ALPES	25	27	32	84
GUADELOUPE, GUYANE, MARTINIQUE	8	7	15	30
LA REUNION	5	6	12	23
NOUVELLE CALEDONIE	3	3	4	10
POLYNESIE FRANCAISE	4	4	3	11
TOTAL	321	326	451	1098

Les moyens financiers

Évolution des dépenses des juridictions financières

(Crédits de paiement en M€)

	Dépenses		
	2007 (chiffres définitifs)	2008 (chiffres définitifs)	2009 (chiffres provisoires au 08/01/2010)
Dépenses de personnel (Titre 2)	146,44	154,60	161,86
- dont rémunérations nettes	67,92	69,10	70,70
- dont indemnités	35,15	38,12	40,05
- dont cotisations et prestations sociales	43,37	47,38	51,11
Dépenses de fonctionnement (titre 3)	23,05	27,82	26,48
- dont informatique	1,90	2,96	3,44
- dont matériel et fonctionnement	21,15	24,86	23,04
Dépenses d'investissement (titre 5)	3,66	8,89	10,88
Dépenses d'intervention (titre 6)	0,02	0,02	0,02
Total hors titre 2	26,73	36,73	37,38
TOTAL DEPENSES (titre 2 et hors titre 2)	173,17	191,33	199,24

**Liste des rapports publiés par la Cour des comptes
depuis le 1^{er} janvier 2007**

- * **Rapport public annuel (février 2009)**
- * **Rapport public annuel (février 2008)**
- * **Rapport public annuel (février 2007)**

- * **Rapports sur l'exécution des lois de finances pour l'année 2008 :**
 - Rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques (juin 2009)
 - Résultats et gestion budgétaire de l'Etat – Exercice 2008 (mai 2009)
 - La certification des comptes de l'Etat – Exercice 2008 (mai 2009)

- * **Rapports sur l'exécution des lois de finances pour l'année 2007 :**
 - Résultats et gestion budgétaire de l'Etat – Exercice 2007 (mai 2008)
 - La certification des comptes de l'Etat – Exercice 2007 (mai 2008)
 - Rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques (juin 2008)

- * **Rapports sur l'exécution des lois de finances pour l'année 2006 :**
 - Résultats et gestion budgétaire de l'Etat – Exercice 2006 (mai 2007)
 - La certification des comptes de l'Etat – Exercice 2006 (mai 2007)
 - Rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques (juin 2007)

- * **Rapport de certification des comptes du régime général de sécurité sociale :**
 - Rapport de certification des comptes du régime général de sécurité sociale - exercice 2008 (juin 2009)
 - Rapport de certification des comptes du régime général de sécurité sociale - exercice 2007 (juin 2008)
 - Rapport de certification des comptes du régime général de sécurité sociale - exercice 2006 (juin 2007)

*** Rapport sur l'application de la loi de financement de la sécurité sociale (septembre 2009)**

* Rapport sur l'application de la loi de financement de la sécurité sociale (septembre 2008)

* Rapport sur l'application de la loi de financement de la sécurité sociale (septembre 2007)

Rapports publics thématiques :

Les effectifs de l'Etat 1980-2008 - Un état des lieux » (décembre 2009)

Les collectivités territoriales et les clubs sportifs professionnels (décembre 2009)

Le transfert aux régions du transport express régional (TER) : un bilan mitigé et des évolutions à poursuivre (novembre 2009)

La conduite par l'Etat de la décentralisation (octobre 2009)

France Télévisions et la nouvelle télévision publique (octobre 2009)

La protection de l'enfance (octobre 2009)

Les concours publics aux établissements de crédit : premiers constats, premières recommandations (juillet 2009)

Les communes et l'école de la République (décembre 2008)

La formation professionnelle tout au long de la vie (octobre 2008)

Les aéroports français face aux mutations du transport aérien (juillet 2008)

La mise en œuvre du plan cancer (juin 2008)

Le réseau ferroviaire, une réforme inachevée, une stratégie incertaine (avril 2008)

Les grands chantiers culturels (décembre 2007)

Les aides des collectivités territoriales au développement économique (novembre 2007)

Les institutions sociales du personnel des industries électriques et gazières (avril 2007)

La gestion de la recherche publique en sciences du vivant (mars 2007)

Les personnes sans domicile (mars 2007)

*** Contrôle des organismes faisant appel à la générosité publique**

La Société protectrice des animaux (septembre 2009)

L'association France Alzheimer et maladies apparentées : l'impact des recommandations de la Cour (juin 2009)

Le Comité Perce-Neige : l'impact des recommandations de la Cour (juin 2009)

L'association Sidaction : l'impact des recommandations de la Cour (juin 2009)

Les Restaurants du Cœur – Les Relais du Cœur : l'impact des recommandations de la Cour » (juin 2009)

Amnesty International section française (AISF) (décembre 2008)

La ligue nationale contre le cancer (octobre 2007)

La qualité de l'information financière communiquée aux donateurs par les organismes faisant appel à la générosité publique (octobre 2007)

Fondation « Aide à Toute détresse » - ATD Quart Monde (mars 2007)

Association « Le Secours Catholique » (mars 2007)